

**Déclaration liminaire des représentants des personnels de Solidaires  
Finances Publiques élus à la CAP Locale  
d'affectation pour le mouvement du 01 septembre 2015**

Madame la Présidente ,

Nous ne pouvons ouvrir cette CAP locale sans évoquer le contexte général.

Jamais l'Union Européenne n'avait pris de décisions portant autant atteinte au projet de l'intégration européenne.

Pour celles et ceux qui en doutaient encore, "la crise des peuples est le moteur de croissance de l'industrie financière privée transnationale".

Au delà de la mise en scène médiatique, les politiciens semblent briller par leur impuissance, la seule audace consistant à désarmer par exemple, les organisations administratives comme la DGFIP, un des principaux moteurs de la société française, garant du vivre ensemble et de la cohésion sociale.

En effet, cette Cap locale se tient dans un contexte particulièrement préoccupant au regard de la situation de l'emploi à la DGFIP .

Encore et toujours des suppressions d'emplois que l'administration ne prend même plus la peine de justifier autrement que la réduction dogmatique du déficit public. Quant au déficit social induit par ces suppressions en terme de dégradation du Service Public, de la réalisation des missions et des conditions de travail des agents, il se creuse d'année en année .

Au-delà des suppressions d'emplois, l'écart constaté entre les emplois implantés et les emplois réels, notamment dans les catégories C et B, conduit à des déficits significatifs dans tous les départements, génère des difficultés professionnelles et humaines au quotidien dans les services et surtout impacte fortement les possibilités de mutation des agents. Il n'est pas admissible que les agents fassent les frais de la politique calamiteuse de la direction générale en matière de GPEEC et de recrutement. Les débuts de solution passent par un recrutement immédiat de toutes les listes complémentaires C et B , par une politique ambitieuse et anticipée de recrutement pour les années à venir et bien sur par l'arrêt des suppressions d'emplois.

Le constat est affligeant :

- Une charge de travail qui ne cesse de croître.
- Un service qui fait pression sur la qualité des missions faute de moyens.
- Une complexité fiscale qui demande une forte technicité, technicité qui n'est plus reconnue par notre propre administration.

Le manque de moyens frappe tous les services, toutes les missions.

Les tensions sont de plus en plus vives.

Les conditions de vie au travail se détériorent au quotidien pour l'ensemble des agents. La pression est continue.

**Compte tenu de la situation très préoccupante au sein de quelques services ardéchois les élus de Solidaires finances Publiques voteront contre le projet de mouvement local.**

Nous remercions nos collègues du service RH de la disponibilité dont ils ont fait preuve à notre égard malgré les difficiles conditions d'exercice de leur mission avec des moyens contraints.